

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 REIMS

REIMS, le 16/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées
Visite d'inspection du 21/10/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MACHAON

3 Avenue du 106ème Régiment d'Infanterie
51000 Châlons-en-Champagne

Références : D3i n° 2022-892
Code AIOT : 0005704963

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/10/2022 dans l'établissement MACHAON implanté 3, avenue du 106ème Régiment d'Infanterie 51000 CHALONS EN CHAMPAGNE. L'inspection a été annoncée le 07/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est réalisée dans le cadre du suivi des échéances de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2022-MD-130-IC en date du 05/07/2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MACHAON
- 3, avenue du 106ème Régiment d'Infanterie 51000 CHALONS EN CHAMPAGNE
- Code AIOT : 0005704963
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MACHAON est autorisée, par arrêté préfectoral d'autorisation n° 2016-A-101-IC du 01/07/2016 modifié par les arrêtés préfectoraux n° 2020-A-27-IC du 07/02/2020 et n° 2022-APC-134-IC du 25/07/2022, à exploiter une usine de valorisation du polyéthylène basse densité (PEBD) des plastiques de la filière agricole (films de paillage, films d'ensilage, films d'enrubannage) et de la collecte sélective réalisée auprès des particuliers, sous la rubrique 2791 de la nomenclature des installations classées.

L'établissement est implanté dans les anciens locaux de la société Air liquide dont l'activité a cessé en décembre 2014.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi des échéances à 3 mois de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 05/07/2022
- Suites de la visite du 01/04/2022

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Intervention des secours	Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 7.2.3.1 et 7.2.3.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Propreté du site et de ses alentours	Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 2.3.1 et 3.1.5	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Conformité au dossier de demande d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article Chapitre 1.3 et article 7.1.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 7.2.3.3 et 7.5.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 7.2.3.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
6	Formation incendie du personnel	Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 7.2.3.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jour de la visite, il a été constaté par l'inspection des installations la réalisation de nombreux travaux afin de mettre en conformité le site. Cependant, certaines mesures restent à fiabiliser afin de les maintenir dans le temps. Un projet de lettre préfectorale en ce sens est proposé à Monsieur le Préfet de la Marne et joint au présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Intervention des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 7.2.3.1 et 7.2.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 05/10/2022
Prescription contrôlée : <p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services de secours [...] on entend par "accès à l'installation" une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise œuvre.</p> <p>Une voie "engins" au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation [...] Cette voie "engins" respecte les caractéristiques suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none">- largeur utile minimale: 3 mètres;- hauteur libre minimum: 3,5 mètres;- pente inférieure à 15%;- résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum;- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S+15/R$ mètres est ajoutée; chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie.
Constats : <p>Le jour de la visite d'inspection, il est constaté que l'étude relative à la portance de la voie "engin" est en cours par la société GINGER. Préalablement à la visite, l'exploitant avait sollicité un délai supplémentaire par un courrier en date 13/10/2022.</p> <p>L'inspection des installations classées propose que le rapport lui soit transmis sous un délai d'un mois, accompagné d'un plan d'action de mise en conformité le cas échéant.</p>
Observations : /
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Conformité au dossier de demande d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article Chapitre 1.3 et article 71.4
Thème(s) : Situation administrative, Installations et ses annexes
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 05/10/2022
Prescription contrôlée : <p>Les installations et leurs annexes sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.</p>
Constats : <p>Le jour de l'inspection, il est constaté que la société PROFUEGO est en cours d'intervention dans le bâtiment de stockage appelé "bâtiment expédition" pour y installer un système de détection d'incendie. Par courrier en date du 13/10/2022, l'exploitant avait informé l'inspection du retard de la mise en conformité du bâtiment.</p> <p>De plus, par courrier en date du 17/10/2022, l'exploitant a transmis à l'inspection un porter à connaissance (PAC) ayant pour objet la modification des conditions d'organisation et de stockage du bâtiment. Ce PAC est en cours d'instruction par les services de l'inspection. Le jour de la visite, il est constaté que ce bâtiment est désormais exploiter selon les modalités décrites dans le PAC.</p>
Observations : <p>L'exploitant devra:</p> <ul style="list-style-type: none">- soit exploiter le "bâtiment expédition" conformément au dossier technique de juin 2015;- soit transmettre un Porter à connaissance (PAC) accompagné d'une demande de modification des conditions d'exploitation du "bâtiment d'expédition" au guichet unique de l'environnement de la DDT de la Marne. Ce PAC devra comporter les éléments permettant d'apprécier les risques et les impacts de cette modification, notamment par la mise à jour de l'étude de danger sur ce bâtiment.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 7.2.3.3 et 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 05/10/2022
Prescription contrôlée : <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques:</p> <ul style="list-style-type: none">- moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours;- plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des risques par local (cf. article 7.1.1 de l'arrêté préfectoral du 07/02/2020);- extincteurs en nombre suffisant, adaptés aux risques, compatibles avec matières stockées, visibles et accessibles;- robinets armés incendie (RIA) dans le bâtiment de production et le bâtiment de stockage;- 1 bouche incendie privée DN100 (60m/h pendant 2h);- 4 poteaux incendie publics implantés à moins de 200 mètres au plus du risque; <p>A défaut, une réserve d'eau au moins de 120 m3 est en place pour chaque capacité de 60 m3/h manquante.</p> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
Constats : <p>Le jour de la visite d'inspection, il est constaté que:</p> <ul style="list-style-type: none">- l'aire d'aspiration de la réserve incendie de 120 m3 a été remise en état. Un panneau a été installé afin qu'elle soit facilement identifiable;- l'ensemble des RIA du "bâtiment expédition" sont toujours accessibles. Ce point avait l'objet d'un contrôle en date du 25/08/2022;- les extincteurs de l'atelier de maintenance sont toujours accessibles. Ce point avait l'objet d'un contrôle en date du 25/08/2022;- l'exploitant a transmis une évaluation des besoins en eaux d'extinction selon le modèle D9 afin de justifier des capacités du site. Les calculs de dimensionnement seront transmis par l'inspection aux services de secours pour validation;- l'entretien et la vérification du système de sprinklage ont été réalisés par la société DEKRA. Une copie du rapport en date du 19/10/2022 a été remise à l'inspection. De plus, l'exploitant a intégré les vérifications réglementaires du sprinklage dans son document nommé "Suivi réglementaires+contrôles internes";- l'exploitant a justifié la vérification de 6 exutoires uniquement. Il s'agissait d'une erreur de transcription sur le document nommé "Suivi réglementaires+contrôles internes". <p>Les plans du site ont été mis à jour.</p>
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Propreté du site et de ses alentours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 2.3.1 et 3.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 01/04/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 04/08/2022
Prescription contrôlée : <p>L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p> <p>L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, films plastiques, boues, déchets...</p>
Constats : <p>Le jour de la visite d'inspection, il a été constaté la présence de morceaux de plastiques imputables à l'entreprise MACHAON sur l'espace public, le long de son grillage où sont stationnés les véhicules du personnel.</p> <p>L'exploitant a mis en place une équipe en charge de l'entretien des espaces verts. L'inspection remarque une nette amélioration des espaces verts du site et de ses voiries en terme de propreté.</p> <p>Sous un délai d'un mois, l'exploitant devra prendre toutes dispositions afin de nettoyer les surfaces extérieures du site, y compris le long du grillage où sont stationnés les véhicules du personnel.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 7.2.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité des moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 01/04/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 06/06/2022
Prescription contrôlée : <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment:</p> <ul style="list-style-type: none">- extincteurs à l'intérieur et à l'extérieur;- RIA dans le bâtiment d'exploitation et dans le bâtiment de stockage;- dispositif de sprinklage dans les zones de stockage attenantes à l'installation de production;- une bouche incendie privée (débit minimal de 60 m3/h pendant 2 h);- 5 poteaux incendie publics implantés à moins de 200 m au plus du risque (débit pour 2 poteaux: 120 m3/h et pour les 2 autres: 60 m3/h). <p>A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m3 est mise en place pour chaque capacité de 60 m3/h manquante.</p>
Constats : <p>Le jour de la visite d'inspection, il est constaté que:</p> <ul style="list-style-type: none">- l'aire d'aspiration de la réserve incendie de 120 m3 a été remise en état. Un panneautage a été installée afin qu'elle soit facilement identifiable;- l'ensemble des RIA du "bâtiment expédition" sont toujours accessibles. Ce point avait l'objet d'un contrôle en date du 25/08/2022;- les extincteurs de l'atelier de maintenance sont toujours accessibles. Ce point avait l'objet d'un contrôle en date du 25/08/2022;- l'exploitant a transmis une évaluation des besoins en eaux d'extinction selon le modèle D9 afin de justifier des capacités du site. Les calculs de dimensionnement seront transmis par l'inspection aux services de secours pour validation;- l'entretien et la vérification du système de sprinklage ont été réalisés par la société DEKRA. Une copie du rapport en date du 19/10/2022 a été remise à l'inspection. De plus, l'exploitant a intégré les vérifications réglementaires du sprinklage dans son document nommé "Suivi réglementaires+contrôles internes".
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Formation incendie du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 7.2.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Manipulation du matériel d'extinction
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 01/04/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 06/06/2022
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant met en place les consignes nécessaires à la mise en œuvre des moyens de secours. Le personnel est formé à la manipulation du matériel d'extinction.</p>
Constats : <p>Le jour de la visite, il est constaté que le personnel a été formé au risque incendie et au maniement des dispositifs de lutte contre l'incendie.</p>
Observations : <p>L'inspection invite l'exploitant à intégrer les formations incendie dans ses procédures internes afin de maintenir les compétences de son personnel dans le temps.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet